



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

coût du travail

Question au Gouvernement n° 58

Texte de la question

PLAN AUTOMOBILE

M. le président. La parole est à M. Arnaud Richard, pour le groupe Union des démocrates et indépendants.

M. Arnaud Richard. Monsieur le Premier ministre, vous pouvez remercier Jean-Louis Borloo.

Oui, vous pouvez le remercier car le plan automobile présenté ce matin est un *remake* du pacte automobile, initié dès 2009. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe SRC.*) Renforcement du bonus-malus, hausse de la prime en faveur de l'achat des véhicules électriques et hybrides, commande publique massive de véhicules propres, déploiement de bornes de recharge sur tout le territoire et mobilisation des crédits des investissements d'avenir : toutes ces mesures ont été mises en place par Jean-Louis Borloo.

Les députés du groupe UDI se félicitent que vous repreniez à votre compte, en les amplifiant, les dispositifs mis en place par le précédent gouvernement, validant ainsi *a posteriori* la politique de celui-ci, pourtant sévèrement critiquée à l'époque. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.*) Je pense notamment au bonus-malus, que vous présentez aujourd'hui comme l'alpha et l'oméga de votre plan automobile.

À l'image de votre conférence environnementale qui est en réalité un Grenelle numéro 3, vous prouvez que vous n'avez pas beaucoup d'imagination mais que vous êtes capable de puiser dans les bonnes références.

(*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UDI et UMP.*) Ce plan est annoncé, nous en prenons acte. L'urgence pour l'État est désormais d'être aux côtés des salariés de PSA, à travers le déploiement de tous les outils dont vous disposez pour éviter les suppressions d'emplois en développant l'activité partielle. Prenez l'exemple de nos voisins qui financent, en collaboration avec les partenaires sociaux, le temps de formation et de qualification indispensable à la reprise d'activité des salariés concernés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI.*) Votre plan n'est pas très précis sur ce point.

Enfin, pour prévenir une nouvelle crise de la filière, il est indispensable de réduire les coûts de production de nos usines par le biais d'une baisse massive du coût du travail. M. Montebourg, partisan du coup d'éclat permanent, balaye cette question d'un revers de main. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Monsieur le Premier ministre, quand et comment allez-vous prendre les mesures visant à faire baisser le coût du travail ?

(*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI et sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Monsieur le député, vous évoquez l'équilibre général du plan de soutien à la filière automobile que nous défendons. Nous avons pris, c'est vrai, des mesures qui avaient déjà été envisagées par nos prédécesseurs. (" Ah ! " sur les bancs du groupe UMP.) Ces mesures, comme le bonus-malus, nous avons décidé de les amplifier, en les doublant pour certaines d'entre elles et en les augmentant de plus de 35 % pour d'autres.

Nous souhaitons amener les Français à changer d'attitude vis-à-vis de l'automobile et à adopter les véhicules électriques et les véhicules hybrides. Nous souhaitons les convaincre que cela va réellement changer leur vie et surtout les libérer de la dépendance énergétique et de la vie chère due au prix de l'essence.

Concernant les bornes de recharge que nous aurions dû trouver dans toutes nos villes, l'argent qui était prévu dans le grand emprunt pour les financer n'a pas été dépensé. Les bornes de recharge, nous les cherchons toujours ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Nous avons par ailleurs demandé à l'Union européenne de déclencher la clause de sauvegarde sur les

importations massives de véhicules en provenance de Corée du Sud qui, aujourd'hui, déstabilisent le marché européen. L'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Corée a été naïvement conclu l'année dernière, et aujourd'hui nous sommes confrontés à une augmentation de 1 000 % sur le marché des petites cylindrées diesel. Dans le même temps, nos constructeurs viennent nous voir en expliquant qu'ils ne peuvent pas faire face à la concurrence déloyale.

Vous voyez donc que le plan que vous évoquez restait à faire ! Je vous remercie néanmoins d'avoir rendu hommage à ce plan, car nous espérons chaque année en discuter avec vous, évaluer l'usage de l'argent public et contrôler les contreparties demandées. S'il faut aller plus loin, je sais pouvoir compter sur vous pour amplifier encore notre action. Merci. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, GDR, écologiste et RRDP.)*

Données clés

Auteur : [M. Arnaud Richard](#)

Circonscription : Yvelines (7^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 58

Rubrique : Travail

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 juillet 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [26 juillet 2012](#)